

Etude Critique De La Politique Monétaire Et Son Incidence Sur l'Economie Réelle En République Démocratique Du Congo

Critical study of monetary policy and its impact on the real economy in the Democratic Republic of Congo

OMARI MUTEREZI Fiston

Assistant chercheur

Institut supérieur des techniques professionnelles et appliquées de Lubumbashi

Faculté des sciences économiques et de gestion

Laboratoire Ekonmomia Congo

République démocratique du Congo

mutereziomari@gmail.com

NGOY BANZA KAJIMBIKA Salva

Enseignant

Université panafricaine de Lubumbashi

Faculté des sciences économiques et de gestion

salvakajimbika@gmail.com

Date de soumission: 23/11/2021

Date d'acceptation : 08/02/2022

Pour citer cet article :

OMARI MUTEREZI F. et NGOY BANZA KAJIMBIKA S. (2022) «Etude Critique De La Politique Monétaire Et Son Incidence Sur l'Economie Réelle En République Démocratique Du Congo», Revue Internationale des Sciences de Gestion «Volume 5 : Numéro 1» pp : 1 079 – 1 100

Résumé

La conduite de la politique monétaire en RDC est marquée par l'accroissement de la masse monétaire dans le souci d'assurer le financement du déficit du secteur public, source du grand déséquilibre. Devant une économie fortement informelle, avec une part importante des capitaux étrangers, des richesses exportées sans contrepartie palpable, le lien entre les mesures de l'autorité monétaire s'abandonne à la merci de ses objectifs et laissent ainsi fluctuer certains paramètres dans les airs.

Ce travail a eu pour objectif, diagnostiquer certaines mesures de la politique monétaires sur l'économie réelle en RDC et étudier l'économie réelle, qui constitue la vie socioéconomique de la population.

Mots clés : politique monétaire ; vie socioéconomique.

Abstract

The conduct of monetary policy in the DRC is marked by the increase in the money supply in order to ensure the financing of the public sector deficit, the source of the great imbalance. Faced with a highly informal economy, with a large share of foreign capital, wealth exported without tangible counterpart, the link between the measures of the monetary authority abandons itself to the mercy of its objectives and thus leaves certain parameters to fluctuate in the air.

The objective of this work is to diagnose certain measures of monetary policy on the on the real economy in DRC.

Key words : Monetary policy ; socio-economic life.

INTRODUCTION

Généralement, les banques centrales mènent leur politique monétaire en ajustant l'offre de monnaie par le biais d'intervention sur le marché monétaire (open market). Par exemple, la banque centrale peut acheter des titres de la dette publique auprès des banques commerciales et accroître ainsi l'offre de monnaie (*assouplissement monétaire*).

La circulation concomitante de deux monnaies (les francs congolais et les dollars américains) en RDC induit en erreur et ramène une dualité de taux d'intérêt, ce dernier trahit à son tour l'existence d'une dualité économique : l'économie réelle, une sorte de sous économie en phase avec les réalités socio-économiques, caractérisée par une part prépondérante de l'informel et une faible contribution au PIB, et la supra économie, celle des secteurs juteux (industries extractives, télécommunication, etc.) plus ou moins régulés, qui génèrent des revenus conséquent ; ainsi la banque centrale ne contrôle qu'une infirme part de la masse monétaire qui circule dans le pays et rend inefficace la politique monétaire de la république démocratique du Congo ; ce qui nous amène à une problématisation asymétrique, celle de diagnostiquer comment créer une relation positive entre l'économie réelle avec ses fardeaux et des mesures de la politique monétaire avec une autorité dépourvue de ses ails. (De 1964 à 2019).

Durant plusieurs décennies, les niveaux élevés d'inflation et forte fluctuation ont constitués des grandes menaces pour la stabilité monétaire un peu partout dans le monde. Le début des années 1990 a marqué le début d'une ère de stabilité des prix qui a favorisé l'implantation de la politique monétaire axée sur le maintien de cette stabilité. D'une perspective historique, le régime de ciblage de l'inflation est la nouvelle solution à la recherche sans fin de l'encrage nominale de l'économie. » (KWESELE.B, 2016).

Depuis le début des crises économiques, les banques centrales font de plus en plus recours à des politiques dites non conventionnelles dont l'assouplissement quantitatif (quantitative easing) c'est-à-dire les banques centrales ont recouru à ce genre des pratiques exceptionnelles, telles que des crises économiques et financières de grande ampleur. Plus particulièrement le QE est utilisé dans une situation de trappe à liquidité, c'est-à-dire lorsque les taux directeurs sont déjà très bas et ne parviennent plus à assurer une hausse des prix suffisante. Le QE vise à accroître la quantité de monnaie en circulation pour relancer l'économie en circulation et maintenir l'inflation à un niveau correct afin d'éviter tout risque de déflation.

La gestion de la politique monétaire en RDC depuis les années 1961, et de la récente crise sanitaire mondiale est marquée par l'accroissement de la masse monétaire dans le but d'assurer le financement du déficit du secteur public, source de la hausse généralisée des prix. Ainsi donc deux diagnostics peuvent nous orienter à comprendre la politique monétaire en RDC : le diagnostic interne et externe.

Tableau N°1: Diagnostic interne

FORCE	FAIBLESSE
<ul style="list-style-type: none"> – Assouplissement quantitatif, – Le niveau permanent de liquidité – Les réserves de change 	<ul style="list-style-type: none"> – Déficit chronique, – Insuffisance de la production, – Insuffisance des réserves

Source: Auteurs

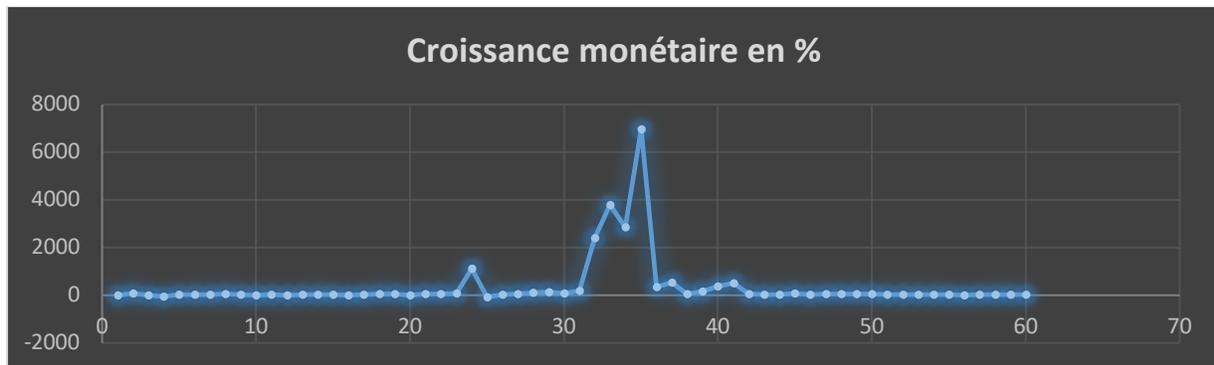
Tableau N°2: Diagnostic externe

OPPORTUNITE	MENACE
<ul style="list-style-type: none"> – Diversification de l'économie et des canaux de transmissions, – Transformation des matières premières en des produits finis, 	<ul style="list-style-type: none"> – Baisse de cours des matières première, – Trop d'importations, – Niveau de la dollarisation

Source: Auteurs

Au regard de ces analyses, il ressort que la politique monétaire en RDC apparait un outil indispensable à la bonne marche de son économie ; le déficit de l'Etat et les prix des matières premières constituent des contraintes certes inséparables à l'échec de l'autorité monétaire de faire face à la situation structurelle de la RDC.

Figure 1 : Croissance monétaire



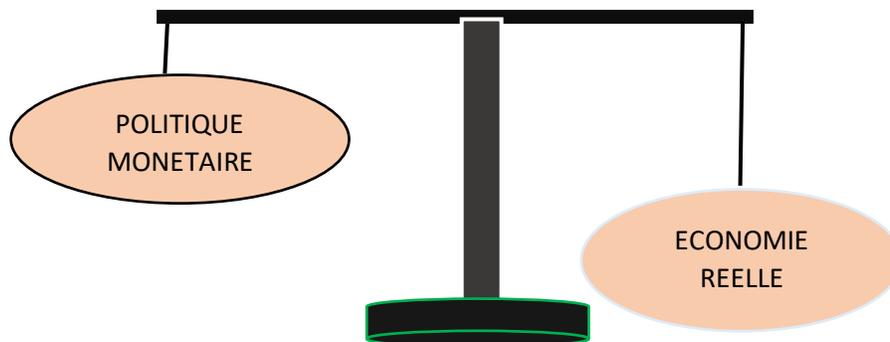
Source : Nous-mêmes sur base du logiciel Excel : croissance de monétaire de 1960 à 2019

Figure 2 : PIB par habitant



Source : Nous-mêmes sur base du logiciel Excel : croissance du PIB par habitant de 1960 à 2019

Figure 3 : Politique monétaire et économie réelle



Source: Auteurs

Nous avons observés que la politique monétaire de la République Démocratique du Congo est butée à des sérieux problèmes : une économie dédolarisée avec un degré élevé d'ouverture de son économie et une gestion du taux de change par un marché informel connu sous le nom du « Cambisme », et a fait de la stabilité des prix son adversaire, hors le pays ne produit presque pas ; s'inspirant ainsi du courant monétariste qui stipule que la croissance de l'offre de monnaie n'a pour effet à long terme qu'inflation, Instabilité des modèles de consommation due au fait que les gens consomment beaucoup plus sur base d'un reflex de survie à cause de la faiblesse de revenus, Un éventail étroit de financement des déficits publics qui tente le gouvernement de céder à la séduction du financement monétaire qui, mal utilisé n'est porteur que des germes inflationnistes.

QR : Quel est l'impact de la politique monétaire sur l'économie réelle en république démocratique du Congo ?

En RDC, « la situation économique qui a prévalu entre 1990 et 2000 constitue un vrai triangle maléfique de l'hyperinflation, de l'hyper-dépréciation et de l'hyper-récession. En effet, la décennie 90 a été marquée par l'effondrement de l'activité économique qui a débouché sur la récession. Celle-ci peut être appréhendée à travers la baisse continue du taux de croissance de la production intérieure brute (-6,6%) en 1990, -8.4, -10.5,-13.5, -3.9, 0.7, -1.1, -5.4, -1.7, 4.3, et -6.9 respectivement pour 2000. »

Hormis l'introduction, cet article a trois sections : la première section est la revue de la littérature ou nous avons diagnostiqué la politique monétaire de la RDC de 1960 à nos jours ; la section suivante est la méthodologie de la recherche ou nous avons présenté et démontré les différentes approches économiques, tout en clarifiant leurs étapes économétriques et la dernière section ou nous avons présentés les résultats de la recherche. En fin, la conclusion, qui donne la position de nos analyses, limite et perspectives avenir.

1. REVUE DE LA LITTÉRATURE

« Pendant longtemps on considérait que la politique monétaire ne pouvait avoir d'objectif autre que monétaire, éviter l'inflation par la création abusive de monnaie, répartir les moyens de paiement. Cette vieille conception de la théorie quantitative de la monnaie est abandonnée, tant il est reconnu que la politique monétaire a des répercussions aussi bien sur le produit national que sur le niveau des prix. En période normal, la politique monétaire paraît l'instrument idéal pour suivre

continuellement la conjoncture et réagir rapidement et efficacement aux déséquilibres naissant : un de but de thésaurisation de monnaie par les ménages ou de fuite des capitaux peut être immédiatement effacer par une intervention de la banque centrale à l'open market, une tension à l'investissement peut être diminuer par l'intervention à la hausse des taux d'intérêts, une tendance au chômage peut être décourager par la création des crédits et des signes monétaires, un excès de consommation peut être freiné par la modification de règlement du crédit à la consommation.

La politique monétaire étant un outil indispensable à cette dernière, qui est l'une de formes la plus ancienne de la politique conjoncturelle, qui depuis la première manifestation de 1837, lorsque la banque d'Angleterre découvre l'influence que pouvait avoir la variation de son taux d'escompte. Malgré que cette politique date de longtemps, plusieurs jugements ont été portés sur son efficacité, allant presque d'un pouvoir miraculeux pour certains économistes néolibéraux (monétaristes), à d'autres (keynésiens) de son inutilité presque totale pour remédier aux principaux problèmes économiques, tels que l'inflation, le chômage, etc. » (Patrick Artus, Marie-Paule VIRARD, 2007)

1.1 Rappel historique sur l'orientation de la politique monétaire

« La politique monétaire des gouverneurs Jean Nyembo Shabani, Joseph Buhendwa Mwa Mushasa, et Djamboleka Lona Okitongono lorsqu'ils ont dirigés la BCC étaient en gros de resserrement. Comme aujourd'hui, ces gouverneurs ont d'abord utilisé les réserves internationales pour stopper la dépréciation du taux de change. Ils ont également utilisé la politique des taux d'intérêt comme l'instrument pour gérer le taux de change en complétant des interventions de la BCC sur le marché des changes. » Banque centrale du Congo (2007)

Durant cette période, tout le monde a en mémoire l'inflation n'a pas baissé, au contraire, cette période est caractérisée par l'hyperinflation et inflation chronique. Le taux de croissance de l'économie lui a baissé de -8,4% en 1991, de -10,5% en 1992, de -13,4% en 1993 et de -3,8% en 1994. Et le taux de chômage a largement augmenté. Entre 1991 et 1994, on parle ainsi en RDC de la récession.

Jean Claude Masangu Mulongo décide, après la mise en œuvre d'un programme de désinflation apparenté à une stabilisation basée sur la monnaie et le taux de change, de baissé fortement et rapidement les taux d'intérêt directeur américain. Cette action, conjuguée un soutien (en terme de refinancement) aux banques qui se trouvent alors en difficulté, permis à l'économie de surmonter

rapidement cette crise. Ceci rendu moins cher le cout du crédit dans l'économie, ce qui a soutenu l'investissement, l'activité des entreprises donc la croissance. Certes, il y a eu quelques relèvements du taux d'intérêt directeur, mais il a été généralement maintenu au plus bas, dans un objectif de soutien à l'activité économique entre 2011. Cependant, en 2012, le gouverneur de la BCC décide de baisser le taux directeur jusqu'à atteindre 2% en 2013 et plus vite que ne le justifiait l'évolution de l'inflation (sur 12 mois qui ont précédé le changement des gouverneurs). C'est son niveau historique le plus bas. Banque centrale du Congo (2007)

Avec Deogratias Mutombo Mwana Nyembo depuis 2013, sa politique a été très simple : il n'a jamais montré les taux, jusqu'en septembre 2016. C'est assez impressionnant, mais Deogratias a maintenu les conditions monétaires à des niveaux exceptionnellement bas, alors que la baisse du taux d'intérêt directeur en 2012 ne reflétait pas la baisse du taux d'inflation. Les prix à la consommation étaient déjà inférieurs à 2% en janvier 2012, le taux plus bas depuis 2000, il a atteint en décembre 2012 un niveau historiquement bas, presque de zéro malgré, cette politique monétaire anormalement restrictive, le gouverneur a maintenu le taux directeur à 2% pour rester crédible.

Eu égard à ces changements ou résultats nous avons observé cinq remarques importantes :

D'abord, l'utilisation du taux d'intérêt pour gérer le taux de change peut montrer que les interventions suite à l'instabilité observée sur le marché des changes, sont moins efficaces en RDC et cela prouve que la banque centrale du Congo ne fait pas le poids face au marché et que se lancer dans une défense par les réserves est un combat perdu d'avance.

Il peut par ailleurs s'agir simplement d'un moyen plus discret de gérer le taux de change. Les modifications du taux d'intérêt peuvent avoir plusieurs objectifs : la BCC peut dissimuler plus facilement le fait qu'elle intervient pour défendre une parité menacée. Au contraire, les interventions par les réserves sont plus facilement repérables. Elles peuvent être à l'origine d'anticipation sur le mouvement futur du taux de change et sur la réaction de la banque centrale du Congo.

De plus, l'utilisation du taux d'intérêt pour la stabilisation du taux de change est une politique procyclique, dans le sens où la BCC décide la hausse du taux afin de stopper la dépréciation de franc congolais malgré un rencaissement de l'activité et une dégradation des termes de l'échange. Cette hausse du taux va vouloir l'endettement des entreprises et des banques. Tout comme les réserves

de change sont limitées, la politique de taux d'intérêt aura aussi ses limites à cause de ses effets sur l'activité et sur le secteur financier.

Enfin, l'augmentation du taux d'intérêt pour limiter la dépréciation du taux de change peut indiquer que la banque centrale s'aperçoit que malgré que la volatilité des taux d'intérêt est coûteuse à travers son effet sur la demande agrégée, la variation des taux de change est plus coûteuse sur la dette dans une économie très dollarisée comme la RDC. Ainsi, si les autorités monétaires seront toujours obligées de gérer activement les mouvements du taux de change, la RDC connaîtra une très forte volatilité du taux d'intérêt. » (Banque centrale du Congo (2007)

1.2. DISCUSSION EMPIRIQUE

En ce qui concerne les chocs extérieurs (cas de la crise de 2007-2009), la BCC a réagi aux changements de la situation mondiale et interne en employant à des degrés divers les instruments monétaires. La politique monétaire a certes ses limites, en particulier face à des chocs aussi prononcés et complexes que ceux qui sont survenus entre 2007 et 2009. Elle opère aussi sous la contrainte de caractéristiques institutionnelles et structurelles. Mais les obstacles, bien que de nature différente, ne sont pas propres au pays. Par exemple, beaucoup de pays avancés font actuellement face à la limite inférieure de zéro pour les taux d'intérêt.

Par rapport à (KWESELE TCHOMATCHOMA Bruno « ciblage des agrégats paramétriques opérationnels et des mécanismes institutionnels contractuels » thèse de doctorat, université de Lubumbashi faculté des sciences économiques et de gestion, option d'économie monétaire, (2015) ayant abouti à la conclusion selon laquelle l'autorité monétaire et budgétaire doivent observer de manière stricte des mécanismes qui conditionnent la maîtrise de l'inflation, à travers l'atténuation progressive de l'ampleur croissante des déficits publics devenus chroniques et la volatilité plus ferme des pouvoirs publics de ne pas les monétariser pour préserver la valeur interne et externe de la monnaie. Nous avons dégagé les différents obstacles qui influencent la bonne marche de la politique monétaire congolaise sur une longue période notamment (ironie du modèle de consommation, dualité de deux monnaies), soit de 1960 à 2019, alors que ce dernier s'est limité qu'à 15 ans.

Par rapport à KADANDJI André « la politique monétaire : efficacité des instruments utilisés au Cameroun » (, université de N'Gonder-maîtrise 2005) ayant abouti à la conclusion selon laquelle

l'inflation s'exprime par des facteurs tels que la désépargne, le seigneurage (mise en circulation de la monnaie sans contrepartie) et l'inflation par la demande trouve son explication chez les autres classiques et monétaristes grâce à la théorie quantitative de la monnaie (TQM), cette dernière explique les relations entre la monnaie, les prix et les revenus, nous nous avons trouvé que la forte dollarisation, la faible PIB et l'extraversion élevée de l'économie congolaise constituent des grands obstacles freinant le contrôle et l'efficacité de la politique

En effet, les résultats issus de la politique monétaire congolaise sur l'économie réelle approuvent l'inefficacité de cette dernière (malgré le nombre d'années) suite à une inadéquation entre ces variables, et la non signification du modèle, puisque c'est là que les autorités monétaires trouvent leurs raisons sur les questions de quand, comment orientée leur décision monétaire.

Dans ce contexte caractérisé par des déficits budgétaires important et par l'assèchement des ressources d'origine extérieure à la suite notamment de la réduction des recettes d'exportation et de la rupture de la coopération structurelle, la BCC a perdu son autonomie et a été ramenée au simple rôle de caissier du gouvernement. Ainsi, dans notre article, nous avons envisagé contrairement aux autres auteurs, la prise compte de l'ironie du modèle de consommation, du degré d'ouverture c'est à dire produire pour consommer et importer pour pallier aux insuffisances internes pour aider la monnaie à avoir une contrepartie et aux autorités de retrouver leur autonomie.

2. HYPOTHESES ET METHODOLOGIE

2.1. Hypothèses

Pour mieux attirer la confiance des agents économiques, les autorités monétaires devraient être informées au mieux de l'évolution des marchés et donc disposeraient d'indicateurs fiables, ce qui n'en serait pas le cas. En retour la BCC manqueraient des signaux crédibles : l'enjeu de l'action de la banque centrale serait de faire évoluer les comportements des agents, son action ne fait pas montre d'un certain nombre de caractéristiques pour contribuer à la formation des anticipations des opérateurs. Les objectifs ne seraient plus clairement définis et dans la transparence, ce qui aurait pour conséquence une économie sans précédente : inflation non maîtrisée, un taux de change incontrôlé, une hémorragie financière et fuite des capitaux.

De l'autre côté, notre gouvernement serait incapable d'assurer la survie de ses entreprises publiques alors que celles-ci étant à capitaux entièrement congolais, devraient subvenir aux besoins de consommation de sa population, et servir de contrepartie de la monnaie.

Accepter la dédollarisation dans un système fortement dollarisé serait l'ironie qui rendrait inapte la pensée et les décisions prises par la banque centrale du Congo.

2.2. Méthode de recherche

« Dans le cadre de l'économétrie, nous pouvons considérer qu'un modèle consiste en une « présentation d'un phénomène sous forme d'équation dont les variables sont des grandeurs économiques. L'objectif du modèle est de représenter les traits les plus marquants d'une réalité qu'il cherche à styliser. Le modèle est donc l'outil que le modélisateur utilise lorsqu'il cherche à comprendre et à expliquer des phénomènes. Pour ce faire, il émet des hypothèses et explicite des relations. » (Régis B., 9^{em} Ed 2015)

« L'approche structurelle de la modélisation des séries chronologiques utilise la théorie économique pour modéliser la relation entre les variables étudiées. Malheureusement, la théorie économique n'est souvent pas assez riche pour fournir des spécifications dynamiques qui identifient toutes ces relations. En outre, l'estimation et l'inférence sont compliquées par le fait que les variables endogènes peuvent apparaître dans les deux les membres (gauches et droits) des équations structurelles.

Pour mieux démontrer des causes a effet le lien entre la croissance de la masse monétaire par rapport à l'économie réelle, nous avons opté pour le modèle VAR (**Modèle Vectoriel Autorégressif**) et celui-ci parce que ce modèle relie les variables en se basant sur l'évolution des données elles-mêmes. Les variables dudit modèle sont agencées dans un vecteur autorégressif d'un ordre donné, mettant lesdites variables dans un cadre relationnel et à cause du caractère de ses différentes parties aléatoires, la modélisation VAR est utilisée dans le cadre de l'analyse des impacts et de causalité. La particularité majeure de ce type de modélisation est que toutes les variables du modèle sont endogènes et les erreurs de chaque équation sont corrélées. » (Guide *Luyinduladio Menga Eric* Septembre 2009)

Tableau N°3: Règle de décision

VARIABLES	ENCODAGE
CROISSANCE MASSE MONETAIRE	Y
TAUX DIRECTEUR DE LA BCC	X1
TAUX D'INFLATION	X2
PIB/HABITANT	X3
TAUX DE CHANGE	X4
RATIO D'OUVERTURE	X5

Source: Auteurs

3. RESULTATS DE L'ETUDE

3.1. Analyse de la stationnarité

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(Y)

Method: Least Squares

Date: 11/06/21 Time: 16:08

Sample (adjusted): 1965 2019

Included observations: 55 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
Y(-1)	-0.502313	0.120347	-4.173864	0.0001
C	194.4435	279.7767	0.694995	0.4902
@TREND ("1964")	-0.134048	8.619783	-0.015551	0.9877

R-squared	0.251224	Mean dependent var	0.234668
Adjusted R-squared	0.222425	S.D. dependent var	1150.132
S.E. of regression	1014.189	Akaike info criterion	16.73457
Sum squared resid	53486160	Schwarz criterion	16.84406
Log likelihood	-457.2006	Hannan-Quinn criter.	16.77691
F-statistic	8.723327	Durbin-Watson stat	2.256556
Prob(F-statistic)	0.000541		

Source: Nous-mêmes sur base du logiciel Eviews9

3.2 Test de stationnarité par la différence première, d'un modèle DS, ARIMA

Null Hypothesis: D(Y) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-11.51733	0.0000
Test critical values:		
1% level	-4.137279	
5% level	-3.495295	
10% level	-3.176618	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Source: Nous-mêmes sur base du logiciel Eviews9

Nous voyons que la statistique de Test de ADF prise en valeur absolue est (2.720834) inférieure aux valeurs de Mackinnon prises aussi en valeur absolue (4.1372, 3.49, 3.76) aux seuils de significativité de 1%, 5% et 10%. Donc la série X n'est pas stationnaire et pour vérifier *la nature de la non stationnarité* il faut tester la significativité de la variable *@trend* aux seuils de significativité de 5%.

De par sa nature une série chronologie est un DS (Differency Stationary) ou un TS Trend Stationary. Le cas de notre tableau, il s'agit d'un DS qui est une série non stationnaire au départ avec un *@trend* non significatif et le devient par la différence première.

Les processus DS sont des processus que l'on peut rendre stationnaires par l'utilisation d'un filtre aux différences : $(1 - D)^d xt = \beta + \epsilon t$ où ϵt est un processus stationnaire, β une constante réelle, D l'opérateur décalage et d l'ordre du filtre aux différences. Ces processus sont souvent représentés en utilisant le filtre aux différences premières ($d = 1$). Le processus est dit alors processus du premier ordre. Il s'écrit : $(1 - D)xt = \beta + \epsilon t \Leftrightarrow xt = xt-1 + \beta + \epsilon t$

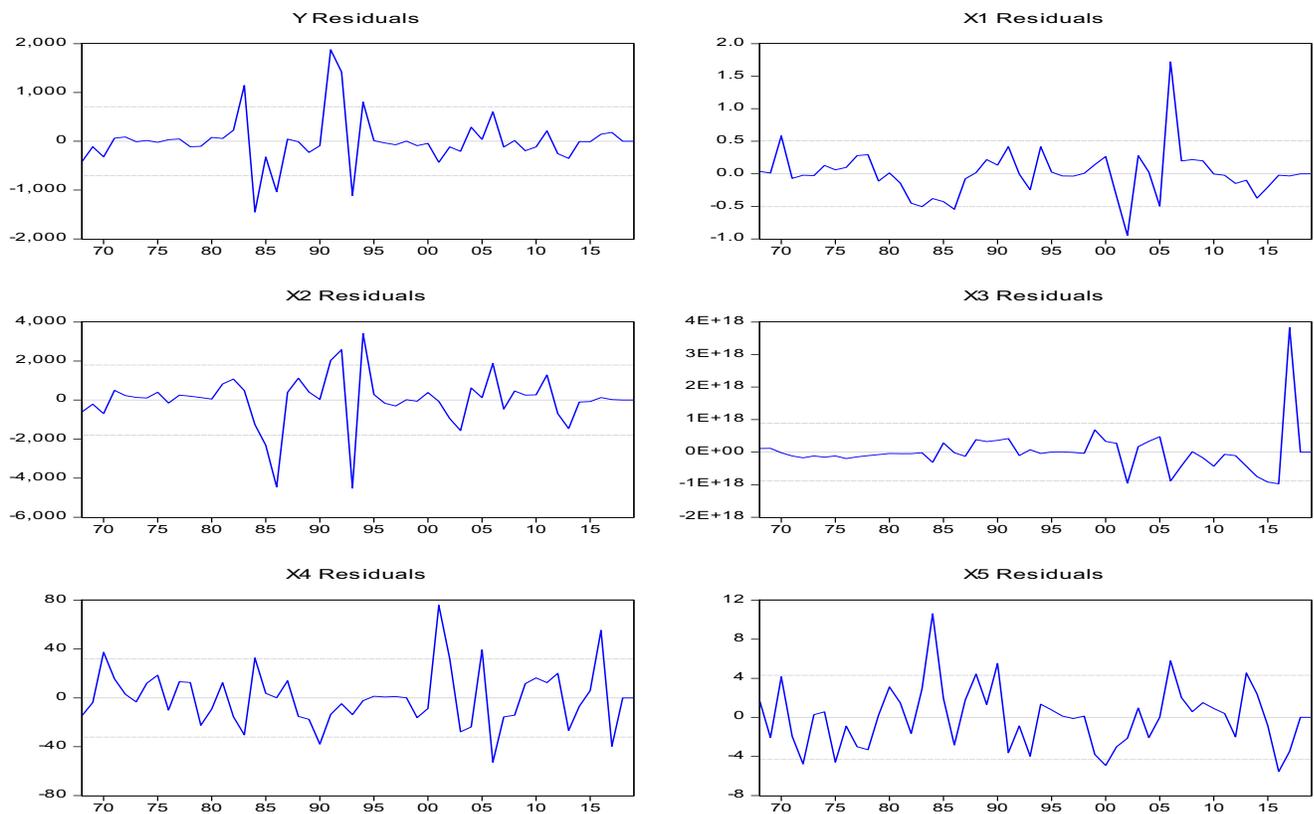
La différence première consiste à soustraire d'une série ses valeurs passées de

la manière suivante : $DXt = Xt - Xt-1$: GENR DXT = D(XT) ou GENR DXT = XT -

$XT(-1)$ (Guide LUYINDULADIO MENGA Eric Septembre 2009)

Nous voyons que la statistique de Test de ADF prise en valeur absolue est (11.51) supérieur aux valeurs de Mackinnon prises aussi en valeur absolue (4.13, 3.49, 3.17) aux seuils de significativité de 1%, 5% et 10%. La série devient stationnaire.

3.3 Test des résidus



Source : Eviews9, sur base de nos données : Banque mondiale, rapports annuels BCC

Nos résultats issus des différentes régressions des logiciels différents en guise de vérification (Eviews9 et Minitab17) nous donne une conclusion selon laquelle la politique monétaire est centralement orientée vers le financement du déficit budgétaire par la création monétaire, une inflation persistante qui a caractérisée l'économie congolaise avec comme conséquence l'inefficacité de la politique monétaire de la RDC. Ainsi, l'augmentation de la masse monétaire qui devait à court terme stabilisée le niveau de l'activité générale, reste moins efficace et cette inefficacité se prolonge même dans le long terme, démontré par la tendance stochastique ou stationnaire (Cfr tableau de stationnarité). Devant un modèle expliqué a 25,1% expliqué par le degré de corrélation R^2 , la politique monétaire n'influence qu'à faible niveau l'économie réelle

(instable à court terme, aléatoire à long terme, Cfr modèle DS), hors étant une autorité monétaire, son impact devait plus être ressenti.

Dans un contexte caractérisé par des déficits budgétaires importants et par l'assèchement des ressources d'origine extérieure à la suite notamment de la réduction des recettes d'exportation et de la rupture de la coopération structurelle, la BCC a perdu son autonomie et a été ramenée au simple rôle de caissier du gouvernement.

CONCLUSION

Cet article présente une étude de long terme de la relation politique monétaire et l'économie réelle en République démocratique du Congo sur le long terme. Pour cela, nous avons choisi la croissance de la masse monétaire, le taux directeur afin de nous permettre de voir les effets de la politique monétaire sur l'économie de la RDC d'une part, et d'autre part le produit intérieur brut réel, l'inflation, et le taux de change et le ratio d'ouverture pour détecter la structure de l'économie congolaise.

Bien que la banque centrale soit l'unique autorité monétaire, et que la monnaie est indispensable au fonctionnement de l'économie, l'échec de la politique monétaire en RDC à stabiliser l'économie réelle est dû principalement à la banque centrale qui est l'autorité monétaire du pays car chargée de la mise en œuvre et de la définition de la politique monétaire du pays selon la loi numéro 005/2002 du 07 mai 2002 relative au fonctionnement, à la constitution et organisation de la banque centrale (absence des réserves suffisantes, trop des crédits pour financer les déficits)

Pour le cas de la RDC, eu égard aux contraintes de la politique monétaire notamment la forte dollarisation qui constitue un frein à la mise en œuvre d'une politique monétaire très efficace, les autorités monétaires n'ont pas une influence sur une monnaie dont elles n'ont pas le pouvoir de créer enfin de décider de sa quantité à offrir.

Après ces différentes investigations en passant par un modèle vectoriel autorégressif, nous avons trouvé que la politique monétaire en RDC avait un impact non significatif démontré par le degré de corrélation R^2 soit 25,12% (Cfr analyse de la stationnarité), avec des effets économiques moins efficaces à court et instable avec l'évolution du temps, ce qui rejoint nos idées de départ.

L'inefficacité des mesures de la banque centrale sont liées à beaucoup d'obstacles inhérents à sa bonne croissance et application, les déficits chroniques de l'Etat, la forte dollarisation de

l'économie, ironie du modèle de consommation : on produit ce qu'on ne consomme pas et on consomme ce que l'on ne produit pas (en effet, la RDC produits plus des minerais qui ne servent en rien au niveau des recettes nationales du faite d'absences des entreprises minières à capitaux congolais, et ces mêmes minerais transformés à l'étrangers donnent par exemple des téléphones, des ordinateurs, des câbles électriques, etc. vendus au prix sans tenir compte de la capacité du pays a les produire ; et également malgré les immenses potentialités de la république, le pays importe presque tout : les allumettes, les boissons luxueuses, pièces de rechange véhicules, les habits et autres produits , ce qui justifie d'immense sortie d'argent qui passent sans le contrôle du circuit financier du fait des agents économiques irrationnels), absence d'une production suffisante (qui devait même en cas d'absence des réserves, joués le rôle de contrepartie de la monnaie).

Désormais, la question de l'efficacité de la politique monétaire se pose en terme de crédibilité et donc d'influence de l'autorité monétaire sur les anticipations des intervenants sur les marchés monétaires et financiers (en RDC, il existe un marché de change non contrôlé et qui fausse les orientations de la banque centrale du Congo : « cambisme », sur ce marché, les agents économiques achètent les dollars dans la rue et les revendent à des prix selon leur grés ; ainsi, agissant avec un taux irrationnel et constituant presque le 90% du grand marché qui régule le taux de change, sans tenir compte du taux directeur, les mesures centrales sur le contrôle du taux de change ne présentent aucun qu'impact, ce qui justifie l'inefficacité d'une part, et interventionnisme insignifiant, prouvé par le degré de corrélation R^2 de 25% et une causalité entre variable non corrélée.

Si les agents ont moins confiances dans les interventions de l'autorité monétaire, c'est à cause de l'instabilité de la monnaie locale et si la banque centrale ne sait pas intervenir régulièrement, c'est à cause du manque des réserves, des gardes fous au niveau de la sortie des dollars pour identifier la masse en USD et des émissions sans contrepartie.

Afin d'attirer la confiance des agents économiques, la banque centrale du Congo doit être informée au mieux de l'évolution des marchés et donc disposer d'indicateurs fiables. Le lien entre l'autoritaire monétaire et budgétaire constitue une force pour dépanner le déséquilibre et les ironies qui ne cessent de désorienter l'économie réelle en RDC depuis son indépendance ; aucune autorité ne peut céder son pouvoir a des marchés informels tel qu'en est le cas : le taux de change régulé par les agents économiques appelés « cambistes » qui du reste sans aucun mécanisme de régulation, le niveau des prix autorégulé par une économie informelle, une part importante d'entreprises à

capitaux étrangers, le taux d'intérêt fixé en fonction des banques étrangères prêteuses des banques commerciales nationales à cause du manque des liquidités de la banque centrale du Congo, et tout ceci constitue un frein du mauvais climat entre la politique monétaire et l'économie réelle de la république démocratique du Congo.

ANNEXES

1. TRAITEMENT EVIEWS

Test d'autocorrélation

Estimation Proc:

=====

LS 1 2 Y X1 X2 X3 X4 X5

VAR Model :

=====

$$Y = C(1,1)*Y(-1) + C(1,2)*Y(-2) + C(1,3)*X1(-1) + C(1,4)*X1(-2) + C(1,5)*X2(-1) + C(1,6)*X2(-2) + C(1,7)*X3(-1) + C(1,8)*X3(-2) + C(1,9)*X4(-1) + C(1,10)*X4(-2) + C(1,11)*X5(-1) + C(1,12)*X5(-2) + C(1,13)$$

$$X1 = C(2,1)*Y(-1) + C(2,2)*Y(-2) + C(2,3)*X1(-1) + C(2,4)*X1(-2) + C(2,5)*X2(-1) + C(2,6)*X2(-2) + C(2,7)*X3(-1) + C(2,8)*X3(-2) + C(2,9)*X4(-1) + C(2,10)*X4(-2) + C(2,11)*X5(-1) + C(2,12)*X5(-2) + C(2,13)$$

$$X2 = C(3,1)*Y(-1) + C(3,2)*Y(-2) + C(3,3)*X1(-1) + C(3,4)*X1(-2) + C(3,5)*X2(-1) + C(3,6)*X2(-2) + C(3,7)*X3(-1) + C(3,8)*X3(-2) + C(3,9)*X4(-1) + C(3,10)*X4(-2) + C(3,11)*X5(-1) + C(3,12)*X5(-2) + C(3,13)$$

$$X3 = C(4,1)*Y(-1) + C(4,2)*Y(-2) + C(4,3)*X1(-1) + C(4,4)*X1(-2) + C(4,5)*X2(-1) + C(4,6)*X2(-2) + C(4,7)*X3(-1) + C(4,8)*X3(-2) + C(4,9)*X4(-1) + C(4,10)*X4(-2) + C(4,11)*X5(-1) + C(4,12)*X5(-2) + C(4,13)$$

$$X4 = C(5,1)*Y(-1) + C(5,2)*Y(-2) + C(5,3)*X1(-1) + C(5,4)*X1(-2) + C(5,5)*X2(-1) + C(5,6)*X2(-2) + C(5,7)*X3(-1) + C(5,8)*X3(-2) + C(5,9)*X4(-1) + C(5,10)*X4(-2) + C(5,11)*X5(-1) + C(5,12)*X5(-2) + C(5,13)$$

$$X5 = C(6,1)*Y(-1) + C(6,2)*Y(-2) + C(6,3)*X1(-1) + C(6,4)*X1(-2) + C(6,5)*X2(-1) + C(6,6)*X2(-2) + C(6,7)*X3(-1) + C(6,8)*X3(-2) + C(6,9)*X4(-1) + C(6,10)*X4(-2) + C(6,11)*X5(-1) + C(6,12)*X5(-2) + C(6,13)$$

VAR Model - Substituted Coefficients:

=====

$$Y = 1.25213098956*Y(-1) + 0.974762442663*Y(-2) + 26.4816868969*X1(-1) - 8.406088816*X1(-2) - 0.448571641355*X2(-1) - 0.268366440431*X2(-2) + 1.53246642834e-17*X3(-1) + 1.55340418922e-17*X3(-2) - 0.507511944655*X4(-1) + 0.328964118268*X4(-2) - 1.92090261676*X5(-1) + 7.87040192167*X5(-2) - 102.044998673$$

$$X1 = 0.000142307948356*Y(-1) + 0.000225812363263*Y(-2) + 0.0903827451693*X1(-1) + 0.00865919597899*X1(-2) - 4.35446824305e-05*X2(-1) - 4.47757647378e-05*X2(-2) - 3.28411125071e-20*X3(-1) - 2.67853195724e-20*X3(-2) + 0.00124019628274*X4(-1) - 0.00107214888258*X4(-2) - 0.00632810484465*X5(-1) + 0.00562299501792*X5(-2) + 0.257770912527$$

$$X2 = 1.14820982727*Y(-1) + 5.49143181439*Y(-2) + 76.8591912698*X1(-1) - 73.6447285073*X1(-2) - 0.854720334097*X2(-1) - 1.53919350352*X2(-2) - 5.37969293102e-17*X3(-1) - 6.05069333453e-17*X3(-2) - 1.44656911643*X4(-1) + 2.22083882181*X4(-2) - 24.280161327*X5(-1) + 4.68879386216*X5(-2) + 33.2450251144$$

$$X3 = 4.45882708348e+13*Y(-1) - 9.69128453967e+13*Y(-2) + 2.9174994739e+16*X1(-1) - 7.09572480346e+16*X1(-2) + 670644560045*X2(-1) + 3.89084690075e+13*X2(-2) - 0.158784968832*X3(-1) + 1.24373803902*X3(-2) + 2.14864855486e+15*X4(-1) - 9.57082880477e+14*X4(-2) - 2.35499879173e+16*X5(-1) + 1.19241253433e+15*X5(-2) + 3.82969717264e+17$$

$$X4 = - 0.00789861820242*Y(-1) + 0.00200031887314*Y(-2) + 19.9207529766*X1(-1) + 14.4758750993*X1(-2) + 0.00101020292375*X2(-1) - 0.00203568514355*X2(-2) - 4.51022223486e-18*X3(-1) - 3.06669251025e-18*X3(-2) + 1.32043210497*X4(-1) - 0.326991082715*X4(-2) - 0.601971982999*X5(-1) + 1.30241649065*X5(-2) - 13.2314973591$$

$$X5 = - 0.00356983005416*Y(-1) + 0.00322745718527*Y(-2) + 3.07648768223*X1(-1) + 2.15124899827*X1(-2) + 0.00078704685856*X2(-1) - 0.000766787132523*X2(-2) - 8.63026011908e-19*X3(-1) - 6.42354555639e-19*X3(-2) + 0.00782979659954*X4(-1) - 0.00101920543494*X4(-2) + 0.467455422621*X5(-1) + 0.166923416424*X5(-2) + 5.30600034397$$

2. TRAITEMENT MINITAB17 A TITRE DE PRECISION ET COMPARAISON

Analysis of Variance

Source	DF	Adj SS	Adj MS	F-Value	P-Value
Regression	4	57430761	14357690	53,12	0,000
inflat	1	54554331	54554331	201,83	0,000
PIB/hab (\$ US de 2010)	1	9	9	0,00	0,995
Taux de change réel ouvert	1	120542	120542	0,45	0,507
Error	51	13785157	270297		
Total	55	71215919			

Model Summary

S	R-sq	R-sq(adj)	R-sq(pred)	
49,901	72,34%	68,12%	0,00%	Modele expliqué a 72% avant la différence première, et la recherche d'une seule unité de régression : Log.

Coefficients

Term	Coef	SE Coef	T-Value	P-Value	VIF
Constant	363	208	1,74	0,087	
inflat	0,3123	0,0220	14,21	0,000	1,02
PIB/hab (\$ US de 2010)	-0,000000	0,000000	-0,01	0,995	1,41
Taux de change réel ouvert	-0,135	0,295	-0,46	0,649	2,55
	-6,46	9,67	-0,67	0,507	1,99

Facteur d'inflation de la variance entre 1 et 5, les variables sont modérément corrélées

Regression Equation

Croissance monétaire en % = 363 + 0,3123 inflat - 0,000000 PIB/hab (\$ US de 2010)
- 0,135 Taux de change réel - 6,46 ouvert

Modele du travail , du fait que notre beta 1 est positif, ceci montre qu'il y a une tendance stockasitique.

Fits and Diagnostics for Unusual Observations

Croissance monétaire						
Obs	en %	Fit	Resid	Std Resid		
28	2389	892	1496	2,92	R	
29	3794	1542	2252	4,44	R	
30	2853	918	1936	3,84	R	
31	6969	7650	-681	-6,56	R	X
55	36	39	-3	-0,01		X
56	39	29	10	0,02		X

R Large residual

X Unusual X

Durbin-Watson Statistic = 0,961055

Regression Analysis: Taux directe versus inflat; PIB/hab (\$ U; Taux de chan; ouvert

Analysis of Variance

Source	DF	Adj SS	Adj MS	F-Value	P-Value
Regression	4	1,8505	0,46263	1,28	0,289
inflat	1	1,5081	1,50807	4,18	0,046
PIB/hab (\$ US de 2010)	1	0,0943	0,09431	0,26	0,611
Taux de change réel	1	0,4646	0,46463	1,29	0,262
ouvert	1	0,2636	0,26356	0,73	0,397
Error	51	18,4012	0,36081		
Total	55	20,2517			

Model Summary

S R-sq R-sq(adj) R-sq(pred)
 0,600673 9,14% 2,01% 0,00% modèle expliqué a 9%, inefficacité du taux
 directeur de la BCC.

Coefficients

Term	Coef	SE Coef	T-Value	P-Value	VIF
Constant	0,521	0,241	2,17	0,035	
inflat	0,000052	0,000025	2,04	0,046	1,02
PIB/hab (\$ US de 2010)	-0,000000	0,000000	-0,51	0,611	1,41
Taux de change réel ouvert	0,000387 -0,0095	0,000341 0,0112	1,13 -0,85	0,262 0,397	2,55 1,99

Regression Equation

$$\text{Taux directeur BCC} = 0,521 + 0,000052 \text{ inflat} - 0,000000 \text{ PIB/hab (\$ US de 2010)} + 0,000387 \text{ Taux de change réel} - 0,0095 \text{ ouvert}$$

Fits and Diagnostics for Unusual Observations

Taux directeur					
Obs	BCC	Fit	Resid	Std Resid	
31	1,450	1,552	-0,102	-0,85	X
43	4,000	0,489	3,511	5,99	R
55	0,300	0,392	-0,092	-0,20	X
56	0,300	0,385	-0,085	-0,18	X

R Large residual

X Unusual X

Durbin-Watson Statistic

Durbin-Watson Statistic = 1,71132

BIBLIOGRAPHIE

1. Banque centrale du Congo (2007) « Rétrospective de 1951 à 2005, 55 ans » p246, 247,345-347
2. BRUNO CREPON et NICOLAS JACQUEMET(2010), « économétrie : méthode et applications, Ed. Boeck, Bruxelles »
3. Evariste MABI M (2016) « vingt-cinq ans d'évolution de l'économie congolaise.» université de Kinshasa
4. Felix Fisher, charlotte lundgren, et Samir johjah, (2013) « vers une politique monétaire efficace : le cas de la république démocratique du Congo» p29-30
5. JEAN PAUL K. et TSASA V. (2014), « Diagnostic de la politique monétaire en Rep.Dem. Congo—Approche par l'Equilibre General Dynamique Stochastique »
6. KADANDJI A. (2013) « la politique monétaire : efficacité des instruments utilisés au Cameroun, université de N'Gon er, charlotte lundgren, et Samir johab, vers une politique monétaire efficace : le cas de la république démocratique du Congo, document du fonds monétaire international »
7. *KWESELE TCHOMATCHOMA.B* (2015) « La stabilisation monétaire en RDC : ciblage des paramètres opérationnels et des mécanismes institutionnels contra cyclique », université de Lubumbashi, faculté des sciences économiques et de gestion, novembre). Thèse-maitrise. P43-45, 60, 66).
8. Patrick Artus, Marie-Paule VIRARD (2007) « Liquidité incontrôlable : les banques centrales dépassées par le problème de la globalisation »
9. Régis B. (2015) « Econométrie : cours et exercices corrigés », 9^{em} édition, Dunod